

Actifs ensemble pour la protection des travailleurs

1 sur 3

Communiqué co signé par l'Eglise Evangélique Méthodiste

13.6.2012

Actifs ensemble pour la protection des travailleurs

De Vania Alleva, membre du comité directeur d'Unia et vice-présidente de l'Union syndical suisse USS

En 2005 le peuple a voté une dérogation qui autorise la vente le dimanche dans les grandes gares. À l'époque, le Conseil fédéral, la majorité du parlement bourgeois et les employeurs ont assuré haut et fort que la vente du dimanche se limiterait uniquement à quelques gares en Suisse et qu'il ne s'agissait pas d'une libéralisation générale de la vente du dimanche. L'objet ne prenait en compte que les besoins des voyageurs de gare. Et dans le même souffle les employeurs affirmaient qu'ils étaient naturellement prêts à conclure une CCT pour le personnel concerné. Les employeurs n'ont pas seulement essayé de dissiper les craintes des employés avec une campagne à millions, mais aussi les doutes d'une majorité de propriétaires de magasin, lesquels n'attendaient pas un tort à l'élargissement des horaires d'ouverture des magasins.

Qu'en est-il de ces promesses?

Sept ans plus tard, les employeurs refusent toujours une convention collective nationale pour la branche qui pourtant devrait être une évidence vu son importance. Ils rendent ainsi impossible une réglementation de partenariat social, respectivement une protection effective des employé-e-s qui au vu des temps de travail spécifiques dans le commerce de détail serait urgemment nécessaire. Sept ans plus tard, nous sommes confrontés à une multitude d'interventions au niveau cantonal et national qui tentent toujours de faire adopter la même chose. Les dérégulateurs n'ont pas l'air de vouloir comprendre que la majorité du peuple ne veut aucune extension des heures d'ouverture des magasins. Ceci a été confirmé lors des votations des dernières années. Dans neuf cas sur dix les objets correspondants de libéralisation ont été rejetés. Les politiques devraient aussi prendre enfin connaissance de ce signal clair !

Actifs ensemble pour la protection des travailleurs

2 sur 3

Malheureusement c'est le contraire qui se passe. Le week-end prochain deux projets de loi cantonaux seront votés à Lucerne et à Zurich. Nous y répondons clairement non. À Zurich il s'agit purement d'une libéralisation totale pour le shopping 24 heures/24.

L'initiative parlementaire Lüscher est actuelle au niveau national. Elle veut l'introduction du travail 24 heures sur 24 pour de nombreuses stations-service. Dans ce cas, la majorité du Conseil n'est jusqu'à maintenant pas arrivé à un compromis. Si l'objet est accepté en l'état par le Parlement en automne les syndicats ont déjà décidé de lancer un référendum. À l'ordre du jour du Parlement il y a encore : la motion Hutter (cantons décident seuls des heures d'ouverture des magasins) ; la motion Butter (vise à modifier le droit du travail et veut introduire le travail le dimanche et les jours fériés pour les petits magasins dans les régions périphériques, bien qu'aujourd'hui déjà un grand nombre d'exceptions sont déjà possibles dans les régions périphériques) ; la motion Wasserfallen (exige l'uniformisation de la loi cantonale sur la fermeture des magasins par l'Etat et ainsi une réglementation la plus libérale).

La conséquence de tous ces objets : le soulèvement systématique de l'interdiction nationale du travail de nuit et du dimanche.

Unia a le mandat clair du personnel de vente de se protéger contre les attaques permanentes sur les horaires d'ouvertures des magasins. Parce que des horaires plus longs rendent très difficile la conciliation entre le travail et la vie de familiale et dégradent les conditions de travail, 100% des salarié-e-s s'expriment dans des sondages contre des horaires d'ouverture des magasins plus longs. Il n'y a pas que les syndicats qui s'opposent à cette dérégulation continue qui veut saper l'interdiction du travail de nuit et du dimanche, mais bon nombre d'autres organisations.

La nouvelle alliance fondée « Pour un dimanche sans travail », qui s'exprime pour la première fois en public aujourd'hui, veut d'un côté aller à l'offensive avec le thème et de l'autre se protéger contre les attaques contre le dimanche comme jour de congé. Un grand nombre d'organisations et de partis étaient présents lors de l'assemblée de fondation : PCS Schweiz, Femmes protestants en Suisse, **Église Évangélique Méthodiste**, PEV Suisse, syndicat Unia, les Verts suisses, la Conférence des évêques suisses/Justitia&Pax, Société Suisse de

Actifs ensemble pour la protection des travailleurs

3 sur 3

Médecine du Travail, Mouvement Suisse des Travailleurs Chrétiens, Fédération des Églises protestantes Suisse, l'Union syndicale suisse, la Ligue suisses des femmes catholiques, l'association suisse pour la cérémonie du dimanche, PS Suisse, SIT - Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs, Syna, Syndicom, Travail Suisse. D'autres organisations du sport, de la culture, de l'environnement doivent encore être gagnées pour l'alliance. La déclaration de fondation contient 4 parties prévoyant que les lois doivent protéger le dimanche et les jours fériés, que faire exception au repos du dimanche nuit, que le dimanche ne doit pas être sacrifié aux intérêts économiques et que le dimanche libre commun doit être exigé.

L'alliance fondée en Suisse pour le dimanche libre de travail fait partie du réseau européen

« European Sunday Alliance », à laquelle appartiennent des alliances nationales du dimanche, des églises, des syndicats, des parties politiques, des ONG pour l'environnement, le sport, etc. Au niveau européen, on compte environ 84 membres et organisations de soutien qui ont ensemble le même objectif, soit de rendre conscience de la valeur unique d'un jour de congé commun en Europe. La « European Sunday Alliance » est active comme suit:

- elle soutient la protection de la santé et la sécurité des employés et leur droit à un temps de repos hebdomadaire qui renferme le dimanche;
- elle met en garde contre la pression économique croissante qui nuit aux conditions de travail ;
- elle exige la protection et l'encouragement du dimanche sans travail.

Une alliance plus large contre le travail du dimanche se forme. Les organisations de membres informent aujourd'hui du fond de leur engagement.

Pour des questions: Vania Alleva, membre du comité directeur Unia, 079 620 11 14